



Places d'hébergement d'urgence, à Paris, le 9 janvier. JULIEN DANIEL/NYOP POUR « LE MONDE »

## L'hébergement d'urgence saturé à l'approche de l'hiver

En dépit d'un dispositif renforcé depuis 2010, la demande excède largement le nombre de places disponibles et la tension est très forte

Jacques de Chilly préside le centre hospitalier Saint-Joseph-Saint-Luc à Lyon. Amélie (qui a souhaité garder l'anonymat) est travailleuse sociale dans la même ville. Tous deux font le même constat : « Depuis cet été, on voit des mamans sortir de la maternité, avec des bébés de quelques jours, sans solution d'hébergement d'urgence. » Ils disent la colère des soignants et celle des professionnels, qui n'en peuvent plus de devoir refuser des mises à l'abri, faute de places.

Jacques de Chilly évoque une demandeuse d'asile originaire de Guinée, que ses équipes ont dû se résoudre à laisser partir avec son nouveau-né, le 3 décembre, sept jours après son accouchement par césarienne. Elle a passé la journée à la rue avant qu'une place en hôtel social lui soit proposée dans la soirée. Victime d'une hémorragie interne quelques jours plus tard, la jeune mère a dû être hospitalisée en réanimation. « Nous devons être capables de trouver des solutions. Par humanité, je suis conscient des contraintes budgétaires, mais une journée de réanimation coûte beaucoup plus cher qu'une nuit d'hébergement d'urgence », plaide-t-il.

Au niveau national, les 203 000 places d'hébergement d'urgence sont maintenues en cette fin d'année, grâce à l'adoption du projet de loi de fin de gestion sur le budget 2024, qui a compensé leur sous-financement initial et récurrent, dénoncé par la Cour des comptes. Le dispositif, renforcé depuis 2010, assure un nombre croissant de personnes demandant à y entrer, d'autres y demeurent des années. Principalement par manque de logements sociaux ou abordables, mais aussi du fait des difficultés croissantes, pour les étrangers, à obtenir et à renouveler leur titre de séjour, qui permet de travailler et de se loger par ses propres moyens.

La situation s'avère encore plus tendue cette année qu'à l'orée de l'hiver 2023-2024. « En un an, le nombre de personnes qui sont parvenues à joindre le 115 et qui n'ont pas obtenu de place est passé d'un peu de plus de 4 000 à presque

6 000 par jour », indique Nathalie Latour, directrice générale de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), qui rassemble de nombreux acteurs de l'hébergement d'urgence. Parmi ces demandes non pourvues, « 1 850 concernent des enfants, dont près de 400 sont âgés de moins de 3 ans ».

Ces chiffres déjà élevés ne donnent qu'un aperçu des besoins. « A Lyon, les gens savent qu'il ne sert à rien d'appeler le 115 chaque jour, car il n'accorde presque aucune place immédiate. Cela réduit les demandes non pourvues. Mais 13 000 personnes sont sur liste d'attente, un nombre qui a beaucoup augmenté ces dernières années », illustre Amélie. « L'hiver est là, et on n'arrive pas à mettre à l'abri les personnes à la rue les plus vulnérables. Cela nous désespère. Rien que la semaine dernière, nous avons appris la mort de trois hommes seuls, le profil qui a le plus de mal à obtenir une place », lâche Philippe Avez, directeur général d'Interlogement 93, association gérant le 115 de Seine-Saint-Denis.

### Critères de priorité

À Paris, l'ouverture d'un centre d'hébergement spécifique aux personnes de mieux répondre aux demandes de femmes sortant de maternité qu'à l'automne 2023. Les demandes non pourvues dans la capitale sont moins nombreuses qu'il y a un an. Mais un examen attentif des données obtenues auprès du SAMU social révèle une baisse du nombre d'appels et du nombre d'appels pris en charge, tandis que ceux restés sans réponse ont presque triplé : environ 4 200 chaque jour.

Dans ce contexte, en Île-de-France, à Lyon et ailleurs, les services de l'Etat font le choix d'allouer le peu de places disponibles aux situations les plus dramatiques. Des critères de priorité ont été fixés et parfois durcis. À Paris, la priorité concerne notamment les familles avec enfants de moins de 3 mois. À Lyon, il faut être enceinte de plus de six mois ou être une famille avec un enfant de moins de 1 an, ou avec une pathologie ou un handicap important pour avoir une chance d'obtenir un hébergement immédiat de l'Etat. Mi-no-

**« A Toulouse, même les femmes sortant de maternité peuvent se retrouver sans hébergement »**

ANNE-CLAIRE HOCHEDDEL  
délégue régionale de la Fédération des acteurs de la solidarité Occitanie

vembre, la préfecture a institué deux nouvelles règles : vérifier, tous les trois mois, si les personnes accueillies respectent toujours au moins l'un des critères initiaux ; et mettre à la porte de la salle de mise à l'abri collective, au bout de trois jours, les familles pour qui aucune solution n'aura pu être trouvée.

« Cela fait quatorze ans qu'on avait arrêté de remettre des gens à la rue à Lyon. La continuité de l'hébergement d'urgence est pourtant garantie par la loi », dénonce Amélie. Devant l'opposition des familles hébergées et des travailleurs sociaux, la préfecture a renoncé à la règle des trois jours, mais pas à celle des trois mois.

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, Fabienne Buccio, justifie ces évolutions auprès du Monde par une « demande extrêmement forte, malgré une hausse de 77 % du nombre de places dans le Rhône depuis 2017 ». Elle ajoute que « le réexamen de la situation de vulnérabilité concernera d'abord les personnes hébergées depuis longtemps – près d'un tiers le sont depuis plus de cinq ans ».

### Mobilisation de citoyens

L'hébergement d'urgence ne sature pas seulement dans les deux principales agglomérations françaises : « A Toulouse, cela fait environ un an que même les femmes sortant de maternité peuvent se retrouver sans hébergement. Et cela n'est pas si rare, décrit Anne-Claire Hocheddel, déléguée régionale de la FAS Occitanie. Le 115 n'arrive à répondre qu'à 7 % de l'ensemble des demandes. Ne pas répondre

au besoin, c'est finir par le rendre invisible, en décourageant les gens d'appeler. » Les départements ruraux sont aussi sous pression : « Dans l'Ariège et dans le Lot, les pouvoirs publics refusent ou interdisent d'héberger des personnes déboutées du droit d'asile, au mépris du principe d'inconditionnalité de l'accueil, garanti par la loi », constate Anne-Claire Hocheddel.

Faute de réponses adaptées de l'Etat, des associations et des collectifs citoyens se mobilisent dans de nombreuses villes, pressant les municipalités d'intervenir. Dans la métropole lyonnaise, jamais sans toit a recensé 402 enfants sans abri, trois fois plus qu'il y a trois ans, et en héberge plus d'une centaine, avec leurs familles, dans les écoles et les collèges où ils sont scolarisés. La Ville a annoncé qu'elle financerait des nuits d'hôtel durant les vacances de Noël. Au Havre, une manifestation a eu lieu le 11 décembre, en soutien de quelque 70 enfants à la rue. « Il y a un retard considérable de la sous-préfecture pour régulariser leurs parents, et le 115 ne propose que quelques nuits à l'abri de temps en temps. On leur rend la vie impossible », s'émue Véronique Ponvert, professeure de collège et membre du Réseau éducation sans frontières.

Certaines préfectures ont annoncé l'ouverture de places pour l'hiver. « A Lyon, on vient d'ouvrir qu'il y en aura 140, jusqu'au 31 mars. C'est une bouffée d'air maternelle. Mais elle sera très très insuffisante », estime Amélie. L'avenir est incertain. Le futur gouvernement Bayrou reprendra-t-il les orientations budgétaires de l'équipe précédente, à savoir le maintien des 203 000 places d'hébergement et la fermeture de 6 000 places dans le dispositif réservé aux demandeurs d'asile ?

« En Île-de-France, la préfecture prépare déjà le terrain, en menaçant de pénalités financières, les associations qui continuent d'héberger, faute d'alternative, les personnes qui ont obtenu l'asile ou ont été déboutées. Le nombre de sans-abri risque encore de progresser », indique Isabelle Médou-Marère, qui dirige la FAS dans la région. ■

CLAIRE ANÉ

## Narcotrafic : à Besançon, un procès met à nu un clan qui se déchire

Trois personnes ont été condamnées pour un assassinat qui s'est trompé de cible

BESANÇON - correspondance

**P**utain, monsieur, on va mourir, on va mourir, bordel... On va mourir, monsieur ! Au premier jour du procès de l'assassinat d'Houcine Hakkar, le 16 décembre, la salle bondée avait été pétrifiée d'émotion. Jurés, parties civiles, journalistes et public se sont retrouvés happés dans cette soirée du 8 mars 2020, comme s'ils étaient assis sur la banquette arrière d'une voiture prise en chasse – par erreur – par deux narcotrafiants armés d'un fusil-mitrailleur MP5. Ceux-ci firent à 28 reprises. L'enregistrement sonore relaie l'appel au 17 de la future victime, un garagiste sans histoires, achevée d'une balle dans la tête et de son passage. Quatre minutes de terreur. Suppliques, cris, détonations, puis le silence. La mort en direct.

Durant une semaine, la cour d'assises du Doubs s'est immergée au cœur d'une guerre sanglante entre deux clans surnommés « Picardie » et « La Tour », avides d'étendre leur zone de chalandise dans la cité de Plaisance, à Besançon. Un procès rendu hors normes par l'accès aux messages cryptés échangés entre ces dealers. Leur erreur : accorder une confiance aveugle à l'application Sky ECC, finalement décodée par les autorités. « Ces messages font l'effet d'une bombe dans cette enquête, car ils permettent d'analyser la fonction-

nement interne d'un gang », résume l'avocat général Etienne Manteaux. Une bombe qui disloqua certains de ses membres, aculés, préférant passer aux aveux en accablant leurs « frères » de trafic. Un fantôme en cavale Rythmée par la lecture de ces messages, reflets glaçants de l'ultraviolence et de l'impunité de leurs auteurs, l'audience éclaira les rôles respectifs d'Elias Basbas, 24 ans, Melk Ghezali, 31 ans et Mohamed Mordjane, 31 ans, dans l'exécution d'Houcine Hakkar. Le casting est inhabituel : un silence qui opte pour le déni, désigné comme le tireur, un repentir qui ose rompre l'omerta, présenté comme le pilote, et un fantôme, en cavale à l'étranger, soupçonné de donner les ordres.

Ce commanditaire présumé a missionné un avocat, M<sup>x</sup> Xavier Moroz, pour plaider son acquittement. Et l'ombre de Mohamed Mordjane, à qui la rumeur prête des moyens financiers considérables et des appuis insoupçonnés, a plané sur tout le procès. Il est « celui dont on ne doit pas prononcer le nom », ironise M<sup>x</sup> Florence Vincent, avocate d'Elias Basbas. Celui qu'on ne doit pas trahir. Celui qui effraie. Celui, aussi, qui prend sa plus belle plume pour écrire à la juge d'instruction, en août 2023, afin de déplorer l'« acharnement » dont il serait la cible : « Je ne suis impliqué en rien dans la mort d'Houcine Hakkar, cela ne ressemble pas à mes valeurs, ni à mes principes. Je n'ai jamais incité à tirer, je ne suis pas un décideur. » « Y a-t-il une limite à l'indécence dans ce dossier ? », interroge M<sup>x</sup> Caroline Espuche, pour les parties civiles, en apprenant que Mohamed Mordjane a assisté aux obèques d'Houcine Hakkar en Algérie. Le petit frère du trafiquant, lui, devait assister aux débats de la cour. Une mission écourtée par son expulsion, décidée à la suite d'un geste d'égorgement mimé en direction du box des accusés.

Melk Ghezali se sait visé. Brisant les codes du milieu, il assume son implication dans les activités criminelles du clan Picardie et sa participation à l'exécution d'Houcine Hakkar, confondu avec un portefeuille du clan adverse, qui roulait avec une voiture similaire. « Un coup de pression » qui a dégénéré, minimise-t-il, en refusant toute préméditation. « Quand je me suis mis à avouer, ça a dérangé beaucoup de monde », ajoute Melk Ghezali, en refusant de nommer Mohamed Mordjane, avant de craquer : « Ce mec-là me pourrit la vie ! Il y a des contrats sur moi et ma famille, ça menace ma sœur de 80 coups de couteau, ça menace de me couper la tête, ça appelle la prison pour dire que je veux m'évader... » Melk Ghezali assure se mettre « à nu », et l'avocat général lui reconnaît à un certain courage. Ses excuses à la famille Hakkar semblent sincères.

Elias Basbas garde un cap opposé : « Je le répète depuis quatre ans, ce n'est pas moi l'assassin... » Tant pis pour les éléments à charge. Ce qu'il pense de ce crime ? « C'est grave, ça mérite une lourde peine. » Sur ce point, la cour d'assises du Doubs lui a donné raison : trente ans de réclusion criminelle pour Elias Basbas, vingt-cinq ans pour Melk Ghezali, le repentir. Et trente ans pour Mohamed Mordjane, le fantôme, condamné pour complicité d'assassinat. ■

WILLY GRAFF

OMPI  
ORGANISATION MONDIALE  
DE LA PROPRIÉTÉ  
INTELLECTUELLE

L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) recherche des candidats pour deux postes à pourvoir au sein de son Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS).

L'OMPI est une institution spécialisée des Nations Unies œuvrant pour l'innovation et la créativité au moyen d'un système international de propriété intellectuelle équilibré et efficace. Son siège est situé à Genève (Suisse).

L'OCIS est un organe indépendant et consultatif de surveillance externe constitué d'experts, qui aide les États membres de l'OMPI à s'acquiescer de leur rôle en matière de surveillance et de gouvernance.

L'OCIS est composé de sept membres représentant les sept groupes d'États membres de l'OMPI. Ils exercent leurs fonctions à titre ad hoc et indépendant. Ils siègent à titre personnel pour un mandat de trois ans renouvelable une fois. L'OMPI recherche des candidats pour deux postes à pourvoir au sein de l'OCIS. La priorité sera accordée aux candidats provenant d'États membres indiqués dans l'avis de vacance.

La participation à l'OCIS n'est pas rémunérée mais donne lieu au versement d'indemnités de voyage et de subsistances pour les réunions trimestrielles à Genève.

Les candidats doivent posséder des compétences pertinentes et une expérience de haut niveau, ainsi qu'indiqué dans l'avis de vacance situé sous la section « Avis de vacance d'emploi » à [www.wipo.int/jobs/](http://www.wipo.int/jobs/).

Des informations complémentaires sur l'OCIS sont disponibles à [www.wipo.int/about-wipo/fr/oversight/ocis/](http://www.wipo.int/about-wipo/fr/oversight/ocis/).

Date limite de réception des candidatures : le 31 janvier 2025.